

1071

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Vendredi, 26 août 1921.

Nº 58.

Freitag, 26. August 1921.

Loi du 13 août 1921, concernant la discipline de la compagnie des gendarmes.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 21 juillet 1921, et celle du Conseil d'État du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote.

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. Tout membre de la compagnie des gendarmes est tenu de se conformer scrupuleusement aux lois et aux règlements qui déterminent les devoirs que l'exercice de ses fonctions lui impose.

Il doit de même se conformer aux instructions du Gouvernement qui ont pour objet l'accomplissement régulier de ses devoirs, ainsi qu'aux ordres de service de ses supérieurs.

Art. 2. Les membres de la compagnie doivent, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de leurs fonctions, et dans la vie privée, éviter tout ce qui peut compromettre le caractère dont ils sont revêtus, donner lieu à scandale, blesser les convenances ou compromettre les intérêts du service public.

Art. 3. Il est interdit aux membres de la compagnie de tenir cabaret, café ou auberge.

Geſetz vom 13. August 1921, betreffend die Disziplin im Gendarmeriecorps.

Nir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 21. Juli 1921, sowie derjenigen des Staatsrates vom 26. desselben Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird;

Haben verordnet und verordnen:

Art. 1. Jedes Mitglied der Gendarmerie-Kompagnie ist gehalten, die Gesetze und Reglemente, welche die ihm durch sein Amt auferlegten Pflichten vorschreiben, gewissenhaft zu beobachten.

Desgleichen hat es den Anweisungen der Regierung, welche die ordnungsmäßige Erfüllung dieser Pflichten bezwecken, sowie den Dienstbefehlen seiner Vorgesetzten nachzukommen.

Art. 2. Die Gendarmeriemitglieder müssen sowohl in der Ausübung ihres Dienstes wie außerhalb desselben und im Privatleben, alles vermeiden, was geeignet ist, die Würde ihres Amtes herabzusetzen, Argernis zu veranlassen, die Schicklichkeit zu verletzen oder die Interessen des öffentlichen Dienstes zu gefährden.

Art. 3. Es ist den Gendarmeriemitgliedern verboten, Schankwirtschaft, Staffelhäuser oder Gasthöfe zu halten.

Nul membre ne peut exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, soit par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'industrie ou de profession, ni être agent d'affaires, ni participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance d'une société ou d'un établissement industriel ou financier.

Il ne peut accepter un emploi de la commune, d'un établissement public, ou d'un particulier, ni faire un travail salarié, ni accepter une gestion salariée pour une commune, un établissement public ou un particulier.

Art. 4. Tout supérieur est tenu de veiller à ce que les membres placés sous ses ordres, ou sur lesquels il a une action disciplinaire, accomplissent scrupuleusement les devoirs qui leur incombent, et d'employer, le cas échéant, les moyens de discipline mis à sa disposition.

Art. 5. Est qualifié faute disciplinaire tout acte posé dans l'exercice ou hors de l'exercice des fonctions, qui est contraire aux devoirs des membres de la compagnie, tels qu'ils sont tracés dans les dispositions qui précèdent.

Art. 6. Les peines de discipline sont:

- 1^o l'avertissement;
- 2^o la réprimande;
- 3^o les arrêts à la caserne, pendant huit jours au plus. Cette peine consiste dans la défense de quitter, pour toute autre raison que de service, la caserne ou le logement qui en tient lieu.
- 4^o la retenue de traitement ou de solde, avec ou sans réprimande. — La retenue ne peut pas dépasser le montant d'un mois, sauf ce qui est statué à l'alinéa 3 de l'art. 14 ci-dessous.
- 5^o la désignation de commissaires spéciaux pour terminer, aux frais du membre, des tra-

sein Mitglied darf entweder selbst, oder auf den Namen seiner Ehefrau, oder durch Vermittlung irgend einer andern Zwischenperson, ein Handelsgeschäft, ein Gewerbe oder sonst ein Berufsgeschäft irgend welcher Art betreiben oder Geschäftsführer sein, oder an der Leitung, Verwaltung oder Beaufsichtigung einer industriellen oder finanziellen Gesellschaft oder Anstalt Teil nehmen.

Außerdem darf es keine Anstellung von einer Gemeinde, einer öffentlichen Anstalt oder einer Privatperson annehmen, noch eine bezahlte Arbeit oder eine bezahlte Geschäftsführung für eine Gemeinde, eine öffentliche Anstalt oder eine Privatperson übernehmen.

Art. 4. Jedes höhere Mitglied der Gendarmerie-Kompagnie ist verpflichtet darüber zu wachen, daß die Mitglieder, welche unter seinen Befehlen oder unter seiner disciplinarischen Einwirkung stehen, mit Gewissenhaftigkeit die ihnen obliegenden Pflichten erfüllen, und gegebenenfalls die ihm zu Gebote stehenden Disziplinarmittel anzuwenden.

Art. 5. Als Disziplinar-Vergehen gilt jede im Dienst oder außerhalb desselben begangene Handlung, welche den vorhergehenden Bestimmungen zuwider ist.

Art. 6. Die Disziplinarstrafen sind:

1. die Warnung;
2. der Verweis;
3. die Kasernenarreste, von höchstens 8 Tagen. Diese Strafe besteht in dem Verbote, die Kaserne oder Wohnung für jede andere Ursache als den Dienst zu verlassen.
4. der Gehalts- oder Soldabzug, mit oder ohne Verweis. — Der Abzug kann nicht das Gehalt eines Monats übersteigen, vorbehaltlich dessen, was im Absatz 3 des nachstehenden Art. 14 vorgesehen ist.
5. die Ernennung von Spezialkommissären mit dem Auftrage, auf Kosten des Mitgliedes die

vaux qu'il est en retard d'exécuter. — Cette peine peut être prononcée avec ou sans réprimande. — Les frais de la commission spéciale, taxés par l'autorité qui a décrété la mesure, sont retenus sur le traitement ou sur la solde du membre de la compagnie.

6^e la privation d'un ou de deux tours, à l'avancement en grade;

7^e la rétrogradation des sous-officiers, pour le temps jugé nécessaire à l'amendement du coupable;

8^e le déplacement. — Cette peine consiste, ou bien dans un changement de résidence, ou bien dans un changement de fonctions, avec ou sans changement de résidence, avec ou sans diminution de rang et de traitement ou de solde. Le membre changé de résidence n'a pas droit à des frais de déménagement. — Si le membre puni de déplacement refuse le nouveau poste, il est considéré comme démissionnaire.

9^e la mise en disponibilité. — Le membre mis en disposition obtient un traitement de disponibilité égal à la pension correspondant à ses années de service. La jouissance de ce traitement ne peut pas dépasser deux années. Si, à l'expiration de ce terme, le membre n'a pas été remplacé, il est de plein droit démissionné.

Le membre mis en disponibilité peut être remplacé dans un emploi de rang égal ou inférieur. Dans ce cas, les dispositions sous le n^o 8 ci-dessus lui sont applicables.

10^e la révocation. La révocation emporte de plein droit la perte du titre et des droits à la pension.

Art. 7. L'application des peines de discipline se règle d'après le plus ou moins de gravité de la faute commise, d'après la nature et le grade des fonctions qui peuvent influencer sur la gravité de la faute, et d'après les antécédents du membre de la compagnie.

Arbeit vorzunehmen, mit welcher dasselbe im Rückstand ist. — Diese Strafe kann mit oder ohne Verweis ausgesprochen werden. — Die Kosten der Spezial-Kommission, die von der Behörde, welche die Maßregel verfügt hat, festzustellen sind, werden vom Gehalte oder Solde des Mitgliedes abgezogen.

6. die ein- oder zweimalige Ausschließung von der Beförderung;

7. die Rückversetzung der Unteroffiziere für die Zeitdauer, welche für die Besserung des Schuldigen nötig erscheint;

8. die Versetzung. — Diese Strafe besteht entweder in einer Veränderung der Residenz oder in einer Veränderung des Amtes mit oder ohne Wechsel der Residenz, mit oder ohne Verminderung des Ranges und des Gehaltes. Das versetzte Mitglied hat keinen Anspruch auf Umzugskosten.

— Wenn das zur Strafe versetzte Mitglied sich weigert, die neue Stellung anzunehmen, wird es als entlassen betrachtet.

9. die zeitweilige Dienstentlassung. — Das zur Disposition gestellte Mitglied erhält ein Wartegehalt, welches der seinen Dienstjahren entsprechenden Pension gleichkommt. Dieses Gehalt kann nicht länger als zwei Jahre bezogen werden. Wenn der Beamte nach Ablauf dieser Zeit nicht wieder angestellt ist, so gilt er von Rechtswegen als entlassen.

Das zur Disposition gestellte Mitglied kann in gleichem oder in geringerem Range wieder angestellt werden. In diesem Falle sind auf dasselbe die Bestimmungen unter Nr. 8 anzuwenden.

10. die Absetzung. — Mit der Absetzung ist der Verlust des Titels und der Pensionsrechte von Rechtswegen verbunden.

Art. 7. Die Anwendung der Disziplinarstrafen richtet sich nach der größeren oder geringeren Schwere des Vergehens, der Art und dem Grade des Amtes, welche auf die Schwere des Vergehens von Einfluß sein können, und nach dem Vorleben des Mitgliedes der Compagnie.

Les décisions judiciaires intervenues sur l'action publique exercée contre le membre ne forment pas obstacle à l'application des peines de discipline.

Art. 8. Tout membre qui a quitté le service reste soumis, pendant les six mois qui suivent la cessation de ses fonctions, à la juridiction disciplinaire pour faits ou omissions concernant l'exercice de ses fonctions et qui entraîneraient la révocation d'un membre en activité.

Si l'inculpé est reconnu coupable d'une faute devant entraîner la révocation, il est déclaré déchu du titre et des droits à la pension, comme aussi du droit à un traitement d'attente.

Art. 9. Les membres mis en disponibilité ou au traitement d'attente, sont soumis à la juridiction disciplinaire du membre du Gouvernement dont ils relevaient.

Les condamnations mentionnées à l'art. 15 ci-dessous et toute faute, qui, à l'égard d'un membre en activité, entraînera la révocation, emportent à leur égard la perte du traitement de disponibilité ou d'attente, ainsi que du titre et des droits à la pension.

Art. 10. Le droit d'appliquer les pénalités indiquées sous les numéros 1 à 7 inclus de l'art. 6 ci-dessus appartient au membre du Gouvernement duquel relève la Force armée, ainsi qu'au major-commandant du corps.

Les peines prévues sous les numéros 1 et 2 de l'art. 6 peuvent être appliquées par tout supérieur relativement à ses subordonnés. Le capitaine chef de la compagnie peut prononcer la peine des arrêts jusqu'à huit jours.

Les peines indiquées sous les numéros 2 à 7 inclus sont prononcées après que le membre inculpé aura été entendu, et par décisions motivées.

Le membre frappé d'une de ces peines peut,

Die auf die öffentliche Klage erfolgten gerichtlichen Entscheidungen stehen der Anwendung der Disziplinarstrafen nicht im Wege.

Art. 8. Jedes aus dem Dienst geschiedene Mitglied bleibt noch während sechs Monaten nach dem Dienstaustritt dem Disziplinarverfahren unterworfen, wegen der Handlungen oder Unterlassungen, welche die Ausübung seines Dienstes betreffen, und welche die Absetzung eines aktiven Mitgliedes veranlassen würden.

Wird das betreffende Mitglied eines Vergehens schuldig befunden, welches die Absetzung nach sich ziehen würde, so wird es seines Titels und seiner Pensionsrechte, sowie des Anspruches auf ein Wartegehalt für verlustig erklärt.

Art. 9. Die in Disponibilität oder auf Wartegehalt versetzten Mitglieder sind der Disziplinar-Jurisdiction der ihnen ressortmäßig vorgesetzten Regierungsmitglieder unterworfen.

Die im nachstehenden Art. 15 vorgesehenen Verurteilungen und jedes Vergehen, welches bei einem aktiven Mitgliede die Absetzung nach sich ziehen würde, haben für sie den Verlust des Disponibilitäts- oder Wartegehaltes, des Titels und der Pensionsansprüche zur Folge.

Art. 10. Das Recht, die im obigen Art. 6 unter 1 und 7 genannten Disziplinarstrafen zu verhängen, steht dem Regierungsmitgliede, welchem die bewaffnete Macht untersteht, sowie dem Major-Kommandanten des Corps zu.

Die unter 1 und 2 des Art. 6 vorgesehenen Strafen können von jedem Vorgesetzten über seine Untergebenen verhängt werden.

Der Compagnie-Hauptmann kann Arreststrafen bis zu acht Tagen verhängen.

Die Strafen unter 2-7 einschließlicb werden nach Anhörung des beschuldigten Mitgliedes und durch motivierte Entscheidung ausgesprochen.

Das mit einer dieser Strafen belegte Mitglied

dans les trois jours qui suivront celui de la notification, prendre son recours;

si elle émane d'un membre du Gouvernement, au Conseil du Gouvernement;

si elle émane de tout autre, à l'autorité immédiatement supérieure, ayant pouvoir de discipline sur le supérieur qui aura rendu la décision.

Le délai du recours contre la condamnation aux arrêts aura effet suspensif.

Aucun recours n'est admis contre les décisions rendues sur appel.

Art. 11. Les peines de déplacement, de mise en disponibilité et de révocation sont appliquées aux officiers par le Souverain, et aux autres par le membre du Gouvernement auquel relève la Force armée; le tout après instruction préalable, dans laquelle le membre inculpé est mis en demeure de s'expliquer sur le fait mis à sa charge.

A l'égard des officiers, ces peines ne sont appliquées que sur l'avis conforme du Conseil d'État, Comité du contentieux.

A l'égard de tous autres membres, l'application de ces peines donne lieu à recours au Conseil d'État, Comité du contentieux, qui statue avec juridiction directe.

Le tout sans préjudice du droit de grâce.

Art. 12. L'instruction préalable est instituée par le membre du Gouvernement auquel relève la Force armée. Il est procédé par un ou plusieurs délégués. Les témoins sont entendus sous la foi du serment, d'après la formule prescrite par l'art. 75 du code d'instruction criminelle. Les personnes qui refuseraient de comparaître ou de déposer, sont passibles des peines comminées en l'art. 80 du même code. Ces peines sont prononcées par le tribunal correctionnel.

kann, binnen drei Tagen nach der Zustellung der Entscheidung, Rekurs ergreifen:

wenn die Strafe von einem Mitgliede der Regierung ausgeht, ans Regierungs-Konseil;

wenn sie von jedem andern ausgeht, an die unmittelbar höhere Behörde, welcher Disziplinar-Gewalt über den Vorgesetzten zusteht, von dem die Entscheidung ergangen ist.

Die Rekursfrist gegen die Arreststrafen hat aufschiebende Wirkung.

Gegen die im Appel erfolgten Entscheidungen ist kein Rekurs zulässig.

Art. 11. Die Strafen der Versetzung, der zeitweiligen Dienstentlassung und der Absetzung werden über die Offiziere vom Staatsoberhaupte verhängt und über die andern Mitglieder vom Regierungsmitgliede welchem die bewaffnete Macht untersteht; alles dies jedoch nur nach vorgängiger Untersuchung, in welcher das beschuldigte Mitglied aufgefordert wird, sich über die ihm zur Last gelegten Thatfachen zu äußern.

Hinsichtlich der Offiziere können diese Strafen nur im Einverständnis mit dem Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, angewandt werden.

Hinsichtlich aller andern Mitglieder, gestattet die Anwendung dieser Strafen Rekurs an den Staatsrat, Ausschuss für Streitsachen, welcher mit direkter Jurisdiction entscheidet.

Dies alles unbeschadet des Rechtes der Begnadigung.

Art. 12. Die vorgängige Untersuchung wird durch dasjenige Mitglied der Regierung, welchem die bewaffnete Macht untersteht, veranlaßt. Sie wird durch einen oder mehrere Delegierte vorgenommen. Die Zeugen werden eidlich verhört, gemäß der unter Art. 75 der Kriminalprozeßordnung vorgesehenen Formel.

Diejenigen, welche sich etwa weigern zu erscheinen oder Zeugnis abzulegen, verwirfen die durch Art. 80 desselben Gesetzbuches angedrohten Strafen. Diese Strafen werden durch das Justizpolizeigericht ausgesprochen.

Art. 13. Les punitions disciplinaires indiquées sous les numéros 2 à 7 inclus de l'art. 6 sont portées à la connaissance du Gouvernement par les supérieurs qui les ont appliquées.

Le membre du Gouvernement peut toujours, dans les limites de sa compétence, appliquer ou provoquer l'application d'une mesure plus sévère, soit pour le fait qui a fait l'objet de la dernière punition, soit pour l'ensemble de la conduite du membre, sans que ce dernier puisse se prévaloir de la chose jugée.

En aucun cas, la peine des arrêts ne pourra dépasser huit jours.

Art. 14. Tout membre de la compagnie qui, sans motifs reconnus légitimes, s'absente sans congé, ou qui dépasse le congé obtenu, est privé de son traitement ou de sa solde pour la durée de l'absence indue, sans préjudice des autres punitions disciplinaires qui peuvent être prononcées.

Tout membre détenu correctionnellement encourt la perte de son traitement ou de sa solde pour la durée de la détention.

Lorsqu'un membre est suspendu dans les cas prévus aux numéros 2, 3 et 4 de l'art. 16 ci-après, la moitié de son traitement ou de sa solde est retenue. En cas d'acquiescement, la partie retenue est restituée intégralement. En cas de condamnation à une peine d'emprisonnement, et en cas de révocation, le membre est définitivement privé de la partie retenue. En tout autre cas, la partie retenue est restituée, sauf déduction des frais d'instruction, des amendes ou retenues du traitement ou de la solde.

Dans tous les cas prévus au présent article, il est réservé au Grand-Duc de disposer, jusqu'à concurrence de moitié du montant retenu, en faveur de la femme et des enfants mineurs du membre de la compagnie.

Art. 15. Lorsqu'un membre est condamné à une peine criminelle ou à un emprisonnement

Art. 13. Die unter 2 bis 7 einschlt. des Art. 6 erwähnten Disziplinarstrafen werden der Regierung durch die Vorgesetzten, welche sie verhängt haben, zur Kenntnis gebracht.

Das Regierungsmitglied kann jederzeit in den Schranken seiner Zuständigkeit die Anwendung einer strengeren Maßregel verhängen oder veranlassen, sowohl wegen der zuletzt bestraften Handlung, als auch wegen des Gesamtbetrags des Kompanie-Mitgliedes, ohne daß dieses die rechtskräftige Entscheidung vorschützen kann.

In keinem Falle darf die Arreststrafe acht Tage überschreiten.

Art. 14. Jedes Mitglied der Kompanie, welches sich ohne rechtmäßig anerkannte Ursache und ohne Urlaub entfernt, oder den erhaltenen Urlaub überschreitet, geht seines Gehaltes oder Soldes für die Dauer der unrechtmäßigen Abwesenheit verlustig, unbeschadet der andern Disziplinarstrafen, die ausgesprochen werden können.

Jedes richtspolizeilich verhaftete Mitglied verliert sein Gehalt oder seinen Sold für die Dauer der Verhaftung.

Wird ein Mitglied in den unter 2, 3 und 4 des nächstfolgenden Art. 16 vorgesehenen Fällen suspendiert, so wird die Hälfte seines Gehaltes oder Soldes zurückbehalten. Im Falle der Freisprechung wird der zurückbehaltene Teil ungeschmälert wiedererstattet. Im Falle der Verurteilung zu einer Gefängnisstrafe, oder im Falle der Anteilsentziehung bleibt dem Mitglied der zurückbehaltene Teil definitiv entzogen. In jedem andern Falle wird der zurückbehaltene Teil, nach Abzug der Untersuchungskosten, der Geldbußen oder Gehaltsabzüge oder Soldabzüge wiedererstattet.

In allen in diesen Artikeln vorgesehenen Fällen, ist es dem Großherzog vorbehalten über den zurückbehaltenen Betrag bis zur Hälfte zu Gunsten der Frau und der minderjährigen Kinder des Kompanie-Mitgliedes zu verfügen.

Art. 15. Wenn ein Mitglied zu einer Kriminalstrafe oder zu einer richtspolizeilichen Gefängnis-

correctionnel de plus d'un an, ou à l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille, mentionnés à l'art. 31 du code pénal, ou enfin à la surveillance de la haute police, cette condamnation entraîne, de plein droit, la perte de l'emploi, du titre et des droits à la pension.

Art. 16. Est suspendu de plein droit de l'exercice de ses fonctions:

1^{re} le membre détenu à titre répressif, pour la durée de la détention;

2^o le membre détenu préventivement, pour la durée de la détention;

3^e le membre contre lequel il existe une décision judiciaire non encore passée en force de chose jugée, qui porte ou emporte perte d'emploi, jusqu'à la décision définitive qui l'acquitte ou ne le condamne qu'à une peine moindre;

4^e le membre condamné disciplinairement à la révocation par une décision non encore passée en force, jusqu'à la fin de la procédure disciplinaire.

Art. 17. La suspension peut être ordonnée à l'égard de tout membre poursuivi judiciairement ou administrativement, pendant tout le cours de la procédure jusqu'à la décision définitive.

Elle est prononcée par le membre du Gouvernement auquel relève la Force armée.

Art. 18. Il n'est pas dérogé, par la présente loi, aux pouvoirs de direction et de contrôle des autorités et des supérieurs, ni à leur droit d'assurer l'accomplissement du service par toutes les mesures qui rentrent dans leur compétence.

Art. 19. Les détails d'exécution de la présente loi seront réglés par des arrêtés ministériels.

strafe von mehr als einem Jahr, oder zum gänzlichen oder teilweisen Verlust der staatsbürgerlichen, zivil- und Familienrechte, welche in Art. 31 des Strafgesetzbuches erwähnt sind, oder endlich zur Überwachung durch die Staatspolizei verurteilt sind, so zieht diese Verurteilung von Rechtswegen den Verlust des Amtes, des Titels und der Pensionsrechte nach sich.

Art. 16. Von Rechtswegen ist von seinem Dienst suspendiert:

1. das Mitglied in Strafhaft, für die Dauer der Haft;

2. das Mitglied in Untersuchungsarrest, für die Dauer der Haft;

3. das Mitglied, gegen welches eine noch nicht rechtskräftige gerichtliche Entscheidung besteht, die den Verlust des Amtes ausspricht oder zur Folge hat, bis zur endgültigen Entscheidung, die das Mitglied entweder freispricht oder zu einer geringeren Strafe verurteilt;

4. das disziplinarisch durch eine noch nicht rechtskräftig gewordene Entscheidung zur Absetzung verurteilte Mitglied, bis zur Beendigung des Disziplinar-Verfahrens.

Art. 17. Die Suspension kann gegen jedes Mitglied, welches sich in gerichtlicher oder administrativer Untersuchung befindet, für die Dauer des Prozesses bis zur endgültigen Entscheidung verfügt werden.

Dieselbe wird von demjenigen Regierungsmitgliede ausgesprochen, welchem die bewaffnete Macht untersteht.

Art. 18. Durch das gegenwärtige Gesetz sind die Befugnisse der Behörden und Vorgesetzten in bezug auf Leitung und Kontrolle und ihr Recht, die Dienstleistung mit allen ihnen zu Gebote stehenden Maßnahmen zu sichern, nicht beeinträchtigt.

Art. 19. Die Ausführungs-Einzelheiten des gegenwärtigen Gesetzes werden durch ministerielle Beschlüsse geregelt.

Art. 20. Toutes les dispositions de discipline incompatibles avec la présente loi sont abrogées pour la compagnie des gendarmes.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit publiée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 13 août 1921.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
E. REUTER.

CHARLOTTE.

Art. 20. Alle dem gegenwärtigen Gesetze zuwiderlaufende Disziplinarbestimmungen betreffend die Gendarmenkompanie sind abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß gegenwärtiges Gesetz ins „Memorial“ eingeführt werde, um von allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 13. August 1921.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*
E. M e n t e r.

Charlotte.

(Annexe)

(Modèle d'instruction préalable: article 12 de la loi.)

Mit der vorgängigen Untersuchung wird eine Disziplinarkommission beauftragt, die aus drei Mitgliedern besteht; nämlich: dem Major-Kommandanten, dem Hauptmann-Kompagnie-Chef und einem andern Gendarmerie Offizier. In Verhinderungsfällen wird der Korps-Kommandant durch den Hauptmann Kompagnie-Chef, der Hauptmann durch den Bezirks-Kommandanten usw. ersetzt. Im Falle das Verfahren gegen den Korps-Kommandanten selbst veranlaßt ist, setzt die Regierung einen der Kompagnie nicht angehörigen Delegierten als Vorsitzenden ein.

Nach Eingang der die Verweisung vor die Kommission aussprechenden Entscheidung wird der Angeschuldigte zu einer von dem Vorsitz anzuuberäumenden Sitzung zur mündlichen Verhandlung unter Mitteilung der Anschuldigungspunkte vorgeladen. Das Verfahren ist nicht öffentlich. Bei der Vernehmung des Beschuldigten und dem Verhör der Zeugen ist ein Protokollführer zuzuziehen. Erachtet es die Kommission als zweckdienlich, so bezieht sie aus ihrer Mitte einen Berichterstatter, den sie mit einer Voruntersuchung betraut. In der Hauptverhandlung gibt zuerst gegebenenfalls der Berichterstatter eine Darlegung der Sache. Alsdann wird der Beschuldigte vernommen und in seinen Verteidigungsgründen gehört. Auch steht es demselben frei, eine schriftliche Verteidigung einzureichen oder zu verlesen. Wenn der Angeschuldigte weder erscheint, noch eine schriftliche Verteidigung einreicht, so wird er zu einer folgenden Sitzung wiederholt vorgeladen. Alsdann wird aber nach Lage der Sache entschieden. Dem Beschuldigten steht es zu, direkt alle Zeugen zu laden. Die auf den Antrag des Beschuldigten oder auch von Amtswegen geladenen Zeugen werden eidlich vernommen. Dieselben schwören, die ganze Wahrheit zu sagen, und nichts als die Wahrheit. Wenn die Kommission die Herbeischaffung anderer Mittel zur Aufklärung der Sache für angemessen erachtet, so erläßt sie die erforderliche Verfügung und verlegt nötigenfalls die Fortsetzung der Sache auf einen andern Tag, welcher dem Angeschuldigten bekannt zu machen ist. Die Kommission hat, ohne an positive Beweismittel gebunden zu sein, nach ihrer freien aus dem Inbegriff der Verhandlungen und Beweise geschöpften Ueberzeugung zu beurteilen, in wie weit die Anschuldigung für begründet zu erachten ist. Ueber das Verfahren wird ein Protokoll aufgenommen, welches die Namen aller Beteiligten, auch die eidliche Vernehmung, Namen und Stand der Zeugen, die wesentlichen Mo-

mente der Verhandlung, sowie den Inhalt der einzelnen Abstimmungen, jedoch ohne Angabe der Namen enthalten muß. Das Protokoll wird von dem Vorsitzenden und dem Protokollführer unterzeichnet. Nach vollendeter Untersuchung werden die Akten an das zuständige Regierungsmitglied eingesandt. Dieses verfügt nach den Umständen die Vervollständigung der Untersuchung, die Einstellung der Verfahrens, oder es verhängt oder veranlaßt die Verurteilung des Beschuldigten. Eine Ausfertigung der Entscheidung, welche mit Gründen versehen sein muß, wird dem Beschuldigten mitgeteilt. Gegen die Verurteilung, auch wenn das Verfahren in seiner Abwesenheit ergangen ist, steht demselben nur das Rechtsmittel der Berufung offen.

(Ferner alles Zweckdienliche aus der Strafprozeßordnung und aus sonstigen Quellen).

Arrêté grand-ducal du 19 août 1921, concernant la fixation du cours moyen du change pour la conversion de marks allemands en francs luxembourgeois pour le mois de juin 1921.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 3 de la loi du 12 avril 1920, ayant pour objet de remédier aux conséquences des dépréciations de change pour les sociétés industrielles et commerciales;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Nos Directeurs généraux des finances et de l'agriculture, de l'industrie et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Le cours moyen du change pour la conversion de marks allemands en francs luxembourgeois à appliquer dans le cas prévu par l'art. 3 de la loi du 12 avril 1920 prévue est fixé comme suit:

au mois de juin 1921, 100 marks sont équivalents à 19,08 fr. luxembourgeois.

Art. 2. Nos Directeurs généraux des finances et de l'agriculture, de l'industrie et de la prévoyance sociale, sont chargés de l'exécution du

Großh. Beschluß vom 19. August 1921, wodurch der mittlere Umrechnungsfuß der deutschen Markwährung in luxemburgische Frankenwährung für den Monat Juni 1921 festgesetzt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht von Art. 3 des Gesetzes vom 12. April 1920, wodurch den Folgen der Währungsentswertungen für Industrie- und Handelsgesellschaften abgeholfen werden soll;

Nach Einsicht von Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unserer General-Direktoren der Finanzen, und des Ackerbaus, der Industrie und der sozialen Fürsorge, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der für den durch Art. 3 des Gesetzes vom 12. April 1920 vorgesehenen Fall zwecks Umrechnung der deutschen Markwährung in luxemburgische Frankenwährung anzuwendende mittlere Umrechnungsfuß wird festgesetzt wie folgt:

Für den Monat Juni 1921: 100 Mark gelten gleich 19,08 luxemburger Franken.

Art. 2. Unsere General-Direktoren der Finanzen und des Ackerbaus, der Industrie und der sozialen Fürsorge, sind mit der Ausführung gegen-

présent arrêté qui entre en vigueur à partir de son insertion au *Mémorial*.

Château de Berg, le 19 août 1921.

CHARLOTTE.

Le Directeur général des finances,

A. NEYENS.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

wärtigen Beschlusses beauftragt, welcher mit dem Augenblick seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft tritt.

Schloß Berg, den 19. August 1921.

Charlotte.

Der General-Direktor der Finanzen,

A. Neyens.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,

R. de Waha.

Arrêté du 21 août 1921, concernant la police sanitaire de bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Revu ses arrêtés des 15 et 21 juillet 1921, par lesquels des zones d'interdiction et d'observation ont été déterminées pour enrayer la propagation de la fièvre aphteuse dans les localités de Heispelt et d'Arsdorf;

Attendu que, suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du ressort, l'épizootie est éteinte, et que la désinfection réglementaire a eu lieu;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les arrêtés précités des 15 et 21 juillet 1921 sont rapportés et les zones d'interdiction et d'observation supprimées.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 21 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

Ministerial-Beschluß vom 21. August 1921, betreffend die Viehschneupolizei.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie u. der sozialen Fürsorge:

Nach Einsicht seiner Beschlüsse vom 15. und 21. Juli 1921, gemäß welchen Sperr- und Beobachtungsgebiete bestimmt worden sind, um die Verbreitung der Maul- und Klauenseuche in den Erbschaften Heispelt und Arsdorf zu verhindern.

In Erwägung, daß gemäß Bericht des zuständigen Staatstierarztes die Seuche erloschen ist, und die vorschriftsmäßige Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1921, betreffend die Viehschneupolizei, und des Art. 85 des Beschlusses vom 14. Juli 1913, über die Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Die vorerwähnten Beschlüsse vom 15. und 21. Juli 1921 sind abgerufen, und die Sperr- und Beobachtungsgebiete aufgehoben.

Art. 2. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ erscheinen.

Luxemburg, den 21. August 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,

R. de Waha.

Arrêté ministériel du 22 août 1921, portant nomination d'assesseurs près du tribunal arbitral en matière du louage de service des employés privés à Esch-s.-Alz., Diekirch et Clervaux.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Vu la loi du 31 octobre 1919, portant règlement légal du louage de service des employés privés;

Vu l'art. 26 de la même loi;

Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 1920, portant nomination d'assesseurs près des tribunaux arbitraux en matière du louage de service des employés privés;

Arrête:

Article unique. Est nommé assesseur-patron près du tribunal arbitral d'Esch-s.-Alz., comme membre suppléant, M. Adolphe *Clautenhein*, notaire à Esch-s.-Alz., en remplacement de M. Sébastien *Buchholtz*, décédé.

Sont nommés assesseurs-employés:

1^o près du tribunal arbitral d'Esch-s.-Alz., comme membre effectif, M. Jules *Franck*, chef de bureau à Differdange, en remplacement de M. Édouard *Doucoks*, démissionnaire;

2^o près du tribunal arbitral de Clervaux, comme membre effectif, M. J.-P. *Meyers*, assistant à la gare de Trois-Vierges, en remplacement de M. Jules *Thiry*, chef de gare principal à Bettembourg, démissionnaire.

Les nouveaux titulaires achèveront le temps de service de leurs prédécesseurs.

Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Ministerialbeschluss vom 22. August 1921, betreffend die Ernennung von Beisitzern für das Schiedsgericht in Sachen des Dienstvertrages der Privatangestellten zu Esch a. d. Alz., Diekirch und Clerv.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie u. der sozialen Fürsorge;

Gesehen das Gesetz vom 31. Oktober 1919, betreffend die gesetzliche Regelung des Dienstvertrages der Privat-Angestellten;

Gesehen Art. 26 desselben Gesetzes;

Gesehen den Ministerialbeschluss vom 21. Januar 1920, betreffend die Ernennung von Beisitzern für das Schiedsgericht in Sachen des Dienstvertrages der Privat-Angestellten;

Beschließt:

Einziger Artikel. Als Arbeitgeber-Beisitzer ist ernannt für das Schiedsgericht zu Esch a. d. Alz., als Ersatz-Mitglied, Hr. Adolf *Gantebien*, Notar zu Esch a. d. Alz., in Ersetzung des verstorbenen Hrn. Sebastian *Buchholtz*.

Als Arbeitnehmer-Beisitzer sind ernannt:

1. für das Schiedsgericht zu Esch a. d. Alz., als wirkliches Mitglied, Hr. Julius *Franck*, Bureau-Chef zu Differdingen, in Ersetzung des demissionierenden Hrn. Edoard *Doucoks*;

2. für das Schiedsgericht zu Clerv., als wirkliches Mitglied, Hr. J. P. *Meyers*, Bahn-Assistent zu Alfingen, in Ersetzung des demissionierenden Hrn. Julius *Thiry*, Oberbahnhofsvorsteher zu Bettemburg.

Die neuen Titulare werden die Dienstzeit ihrer Vorgänger vollenden.

Dieser Beschluss wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 22. August 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. de Waha.

Avis. — Secours de chômage.

Par arrêté en date de ce jour, ont été nommés président, resp. membres de la commission centrale de contrôle et d'appel en matière de secours de chômage, instituée par l'art. 4 de la loi du 6 août 1921:

A. — Comme représentant de l'État:

M. Victor de Røbe, conseiller de Gouvernement, président.

B. — Comme représentants des communes:

MM. Emile Mark, bourgmestre de la ville de Differdange, membre;

Jos. Lönckels, bourgmestre et agronome à Beaufort, membre;

C. — Comme représentants des patrons:

MM. Félix Chomé, secrétaire général de la Société Métallurgique des Terres Rouges à Esch-sur-Alzette, membre;

Pierre Weber, maître-ferblantier à Luxembourg, membre.

D. — Comme représentants des ouvriers:

MM. Nicolas Hauptert, à Dudelange, membre;

J.-B. Rock, à Luxembourg, membre.

M. Léopold Schock, gérant de la Bourse du travail à Luxembourg, est adjoint à la Commission en qualité de secrétaire, avec voix consultative.

Luxembourg, le 23 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

*Le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,*

JOS. BECH.

Avis. — Ecole d'artisans de l'État.

Par arrêté grand-ducal du 13 août 1921, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à partir du 1^{er} octobre 1921, à M. Jean-

Bekanntmachung. Arbeitslosenunterstützungen.

Durch Beschluß vom heutigen Tage sind zum Präsidenten bezw. zu Mitgliedern der durch Art. 4 des Gesetzes vom 6. August 1921 eingesetzten zentralen Kontroll- und Berufungskommission in Sachen der Arbeitslosenunterstützungen ernannt worden:

A. Als Vertreter des Staates:

Hr. Viktor de Røbe, Regierungsrat, Präsident;

B. Als Vertreter der Gemeinden:

Die HH. Emil Mart, Bürgermeister der Stadt Tifferdingen, Mitglied;

Jos. Lönckels, Bürgermeister und Agronom zu Beaufort, Mitglied;

C. Als Vertreter der Arbeitgeber:

Die HH. Félix Chomé, Generalsekretär der „Société Métallurgique des Terres Rouges“ zu Esch a. d. Alz., Mitglied;

Pierre Weber, Klempnermeister zu Luxemburg, Mitglied;

D. Als Vertreter der Arbeitnehmer:

Die HH. Nik. Hauptert, zu Dudelingen, Mitglied;

J. B. Rock, zu Luxemburg, Mitglied.

Hr. Leopold Schock, Leiter des Arbeitsnachweisamtes zu Luxemburg, ist der Kommission als Sekretär mit beratender Stimme angetreift.

Luxemburg, den 23. August 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,

R. de Waha.

Der General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,

Jos. Bech.

Bekanntmachung. — Staatshandwerkerschule.

Durch Großh. Beschluß vom 13. August 1921, ist, vom 1. Oktober 1921 ab, Hrn. J. B. Pinter, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung aus

Pierre *Pin*th, de ses fonctions de professeur à l'école d'artisans de l'État.

Par le même arrêté M. *Pin*th a été nommé professeur honoraire du même établissement.

Luxembourg, le 18 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Avis. — Commission spéciale du Métier.

Par arrêté du soussigné en date du 25 juillet 1921, démission honorable de ses fonctions de membre de la commission spéciale du métier a été accordée, sur sa demande, à M. Jos. *Gerg*en, plafonneur, à Bettembourg.

Par le même arrêté, M. François *Hess*, couvreur à Dudelange, a été nommé membre de la Commission spéciale du métier, en remplacement de M. Jos. *Gerg*en. — M. *Hess* achèvera le temps de service de son prédécesseur, qui prendra fin le 23 novembre 1923.

Luxembourg, le 18 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Avis. — Association syndicale libre.

Conformément à l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, concernant les associations syndicales, l'association syndicale libre pour la construction d'un chemin d'exploitation au lieu dit « Unter Wankert » à Bigonville, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement, ainsi qu'au secrétariat communal de Bigonville.

Luxembourg, le 13 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

seinem Amte als Professor an der Staatshandwerker-schule bewilligt worden.

Durch denselben Beschluß ist Hr. *Pi*n t h zum Ehrenprofessor derselben Anstalt ernannt worden.

Luxemburg, den 18. August 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. d e W a h a.

Bekanntmachung. — Handwerker-Ausschuß.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 25. Juli 1921, ist Hrn. Jos. *G* o e r g e n, Gipfermeister, in Bettemburg, auf sein Ersuchen, ehrenvolle Entlassung als Mitglied des Handwerker-Ausschusses erteilt worden.

Durch denselben Beschluß wurde Hr. Franz *H* e s s, Dachdeckermeister in Dülbelingen, in Ersetzung des Hrn. Jos. *G* o e r g e n, zum Mitglied des gen. Ausschusses ernannt. — Hr. *H* e s s führt die Amtsbauer seines Vorgängers zu Ende, die am 23. November 1923 abläuft.

Luxemburg, den 18. August 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. d e W a h a.

Bekanntmachung. — Freie Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 6 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883, über die Bildung von Syndikatsgenossenschaften, hat die freie Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges, Ort genannt „Unter Wankert“, zu Wondorf, ein Duplikat des Genossenschaftsaktes in der Regierung sowie auf dem Gemeindefekretariat von Wondorf hinterlegt.

Luxemburg, den 13. August 1921.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. d e W a h a.

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement des actes civils à Luxembourg, le 10 août 1921, vol. 62, art. 1082, que la société anonyme « Groupe De Castro, Meslier et C^{ie} » avec siège social à Luxembourg, a acquitté le droit de timbre à raison de cent actions de 1000 fr. chacune, portant les n^{os} 1 à 100.

La présente publication est destinée à satisfaire à l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 16 août 1921.

*Pour le Directeur général des finances,
Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 2 août 1921, le conseil communal de la ville de Grevenmacher a décrété une disposition additionnelle au règlement du 6 mars 1906 sur la conduite d'eau de cette commune. — Cette délibération a été dûment publiée.

Luxembourg, le 13 août 1921.

*Pour le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 18 juin 1921 le conseil communal de Beaufort a édicté un règlement sur l'usage du corbillard de cette commune. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 23 août 1921.

*Pour le Directeur général de l'intérieur
et de l'instruction publique,
Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Bekanntmachung. — Stempel.

Aus einer vom Enregistrementseinnahmer der Zivilakten in Luxemburg, am verfloßenen 10. August, Band 62, Art. 1082, ausgestellten Quittung erhellt, daß die anonyme Gesellschaft «Groupe De Castro, Meslier et C^{ie}» mit Sitz in Luxemburg, die Stempelgebühren für hundert Aktien zu je 1000 Franken, tragend die Nr. 1 bis 100, entrichtet hat.

Diese Bekanntmachung soll der Bestimmung des Artikels 5 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg, den 16. August 1921.

Für den General-Direktor der Finanzen,
Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. de W a h a.

Bekanntmachung. — Gemeinderèglement.

In seiner Sitzung vom 2. August 1921 hat der Gemeinderat der Stadt Grevenmacher eine Zusatzbestimmung zum Règlement über die Wasserleitung vom 6. März 1906 beschlossen. Dieser Beschluß ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 13. August 1921.

Für den General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. de W a h a.

Bekanntmachung. — Gemeinderèglement.

In seiner Sitzung vom 18. Juni 1921 hat der Gemeinderat von Befort ein Règlement über den Gebrauch des Leichenwagens dieser Gemeinde erlassen. — Dieses Règlement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 23. August 1921.

Für den General-Direktor des Innern
und des öffentlichen Unterrichts,
Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. de W a h a.

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 20 et., l'association syndicale pour l'établissement d'un chemin d'exploitation et de sentiers dans les vignes « Kreuzacht » et « Im Goldenberg » à Niederdonven-Ahn, dans les communes de Wormeldange et Flaxweiler, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Flaxweiler.

Luxembourg, le 20 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,
R. DE WAA.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date du 23 et., l'association syndicale pour l'établissement d'un chemin d'exploitation aux lieux dits « In Bradel », « Hoirgarten » à Trintange, dans la commune de Waldbredimus, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Waldbredimus.

Luxembourg, le 23 août 1921.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,
R. DE WAA.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 20. August 1921 ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges und Pfaden in den Weinbergen, Orte genannt „Kreuzacht“ und „Im Goldenberg“ zu Niederdonven-Ahn, Gemeinden Wormeldingen und Flaxweiler, ermächtigt worden.

Dieser Beschluß, sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaktes sind in der Regierung und auf dem Gemeindefekretariat von Flaxweiler hinterlegt.

Luxemburg, den 20. August 1921.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. d e W a a.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom 23. August 1921 ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage eines Feldweges, Orte genannt „In Bradel“, „Hoirgarten“ zu Trintingen, Gemeinde Waldbredimus, ermächtigt worden.

Dieser Beschluß, sowie ein Duplikat des Genossenschaftsaktes sind in der Regierung und dem Gemeindefekretariat von Waldbredimus hinterlegt.

Luxemburg, den 23. August 1921.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,
M. d e W a a.*

Caisse d'épargne. — A la date des 21, 27 juillet et 18 août 1921, les livrets n° 144211, 208201 et 254223 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits. Faute par les porteurs de ce faire dans les dits délais, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Par décision en date du 20 août 1921 les livrets n° 85562, 203425, 203426, 186117, 157230 et 210866 ont été annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 22 août 1921.

Avis. — Timbre.

Il résulte d'une quittance délivrée par le receveur de l'enregistrement à Diekirch le 17 août 1921, vol. 59, art. 266, que la société anonyme « Industrie de Bois à Diekirch » a acquitté le droit de timbre à raison de 800 actions nouvellement émises de 500 fr. chacune, portant les n° 801 à 1600.

La présente publication est destinée à satisfaire à l'art. 5 de la loi du 25 janvier 1872.

Luxembourg, le 21 août 1921.

*Pour le Directeur général des finances,
Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Bekanntmachung. Stempel.

Aus einer vom Enregistrementseinknehmer zu Diekirch am 17. August 1921, Band 59, Art. 266 ausgestellten Quittung erhellet, daß die anonyme Gesellschaft „Industrie de Bois à Diekirch“, die Stempelgebühren für 800 neue Aktien zu je 500 Franken, tragend die Nr. 801 bis 1600, entrichtet hat.

Diese Bekanntmachung soll der Bestimmung des Art. 5 des Gesetzes vom 25. Januar 1872 Genüge leisten.

Luxemburg, den 21. August 1921.

*Für den General-Direktor der Finanzen,
Der General-Direktor des Ministeriums,
der Industrie und der sozialen Fürsorge,*
R. de Waha.

Société anonyme luxembourgeoise des chemins de fer et minières Prince Henri

Siège social: 1, avenue de la Porte Neuve, Luxembourg.

Les porteurs des obligations de la société sont informés de ce que les coupons à l'échéance du 1^{er} septembre 1921, sont payables à partir de cette date:

1^o les coupons, n° 71 et 42 des obligations 3 % par fr. 7,50, sous déduction de l'impôt de 3½ %, fixé par la loi du 10 décembre 1919 et de la moitié de la taxe annuelle de 25 centimes par 100 fr. (loi du 7 août 1920), basée sur la valeur estimative des titres, établie d'après la loi du 21 décembre 1913, soit à raison de fr. 6,843 par coupon et

2^o le coupon, n° 24 des obligations 4 % par 10 francs, sous déduction des mêmes impôts, soit à raison de fr. 9,157 par coupon, aux Banques suivantes:

Banque de Bruxelles, à Bruxelles;
Banque Internationale, à Luxembourg;
Banque générale du Luxembourg, à Luxembourg;
Société Luxembourgeoise de Crédit et de Dépôts, succ. de Werling, Lambert et Cie., à Luxembourg;
C. Schlesinger-Trier et Cie., à Berlin;
S. Bleichröder, à Berlin; — au cours du jour.

1087

Relevé des permis de chasse délivrés pour l'année de chasse 1921-1922.

N° du permis de chasse.	Date de la délivrance.	Nom et prénoms de la partie prenante.	Qualité.	Domicile.
1	21. 7. 1921	Joseph Schmitz.	Professeur.	Diekirch.
2	id.	Schmitz Ferdy.	Étudiant.	id.
3	id.	Schrotter Jean-Nic.	Facteur des postes.	Esch-s.-Sûre.
4	id.	Pauly Jean-Pierre.	Cafetier.	Bissen.
5	id.	von Loch.	Env. Extr. et Min. Plén. chargé d'aff. Allemagne.	Luxembourg.
6	id.	Lejeune Jules.	Env. Extr. et M. P. de Belgique.	id.
7	id.	Joly Fr.	Secrétaire de Lég.	id.
8	id.	Mollard.	Env. Extr. et M. P. de France.	id.
9	id.	Deflin.	Consul.	id.
10	id.	Comte de Borde.	Consul.	id.
11	id.	Della Torre de Lavagna.	Env. Extr. et M. P. d'Italie.	id.
12	id.	Com. Croiset.	Chef de bataillon.	id.
13	22. 7. 21.	Neven Pierre.	Industriel.	Gilsdorf.
14	id.	Niekers Nicolas.	Industriel.	id.
15	id.	Toussaint Jean-Pier e.	Propriétaire.	Bastendorf.
16	23. 7. 21.	Stoffel Henri.	Professeur.	Ettelbruck.
17	id.	Stoffel Albert.	Cultivateur.	Prettingen.
18	27. 7. 21.	Meyers Emile.	id.	Dellen.
19	id.	Longer Alfred.	Propriétaire.	Niederpallen.
20	id.	Pletschet Nicolas.	Cultivateur.	Ospem.
21	id.	Weber Jean.	id.	Bastendorf.
22	id.	Kirschen Jean.	id.	Walsdorf.
23	id.	Rischard Guillaume.	Inspecteur des forêts.	Luxembourg.
24	id.	Mousel Nicolas.	Garde particulier.	Rameldange.
25	id.	Bernard Mathias.	id.	Fischbach (Mersch).
26	id.	Capésius François.	id.	Colmar-Berg.
27	id.	Birget Jean.	id.	Elsenborn.
28	id.	Kohl Mathias.	id.	Neudorf.
29	id.	Trierweiler Jean.	id.	Nommern.
30	id.	Bintner Jean-Pierre.	id.	Waldhof-Barrière.
31	id.	Laux Jacques-Charles.	Propriétaire.	Kayl.
32	29. 7. 21.	Augustin Albert.	Garde général des eaux e forêts.	Wiltz.
33	id.	François Henri-Ernest.	Avocat.	Diekirch.
34	id.	Wagner Pierre.	Cafetier.	id.
35	id.	Carmes Joseph.	Avocat général.	Mersch.
36	id.	Glod Michel.	Garde particulier.	Rouler.
37	id.	Orts Camille.	Directeur de banque.	Bruxelles.
38	id.	Trausch Nicolas.	Garde particulier.	Rodenhof.
39	id.	Rauch Jean-Pierre-Emile.	Ouvrier.	Kayl.
40	id.	Meris Adolphe.	Chef de service.	Diekirch.
41	id.	Renter Jean-Pierre.	Cultivateur.	Eppeldorf.

42	29. 7. 21.	Welter Jean-Pierre.	Rentier.	Angelesberg.
43	id.	Coster Félix-Charles.	Industriel.	Reisdorf.
44	id.	Hoffmann Mathias.	Négociant.	Consdorf.
45	1 ^{er} 8. 21.	M ^{me} la bar. de Blochhausen.	Rentière.	Château de Birtang
46	id.	Junker Jean.	Garde particulier.	Grentzingen.
47	id.	Gottal Michel.	Empl. en retr. du ch. de fer.	Kautenbach
48	id.	Frantz Albert.	Empl. au chemin de fer.	Niederwiltz.
49	id.	Dondelinger Joseph-Auguste.	Propriétaire.	Bedendorf.
50	id.	Kayser Nicolas-André.	Cultivateur.	Perlé.
51	id.	Alvisse Désiré-Victor.	Cafetier.	Pétange.
52	id.	Bohnenberger Jean-Pierre.	Machiniste.	id.
53	id.	Hetto Jean-Dom.	id.	id.
54	id.	Hilbes Pierre.	Contre-maître.	Esch-s.-Alz.
55	id.	Hamer Pierre.	Cafetier.	Pétange.
56	id.	Didier Jean-Baptiste.	Propriétaire.	Rodenbourg.
57	id.	Irthum Jean-Pierre.	Cultivateur.	Heisdorf.
58	id.	Theis Jean-Nicolas.	Inspecteur des eaux et forêts.	Dickirch.
59	id.	M ^{me} Theis J. N.		Dickirch
60	id.	Hoffmann Jean-Pierre	Meunier	Be chem.
61	id.	Havé Nicolas	Employé du chemin de fer	Bivange.
62	id.	Legros Hubert	Négociant	Luxembourg-gare.
63	id.	Feller Joseph.	id.	id.
64	id.	Feller Nicolas.	id.	id.
65	2. 8. 21.	Schmitt Étienne	Juge au tribunal	Luxembourg.
66	id.	Beech Joseph.	Directeur général.	id.
67	id.	Beech Charles, fils.	Banquier.	Dickirch.
68	id.	Klepper Joseph.	Ajusteur.	Pétange.
69	id.	Steichen François.	Cafetier.	Perlé.
70	id.	Glodt Nicolas.	Surveillant.	Erpeldange.
71	id.	Wagner Joseph.	Cultivateur.	Hostert-Folschette.
72	id.	Weber Jean.	Receveur des contributions.	Esch-s.-Sûre.
73	id.	Greisch Alphonse.	Avocat.	Dickirch.
74	id.	Reichling Jean.	Rentier.	Ospern.
75	id.	Reiser Pierre	Cultivateur.	Hostert (Folschette).
76	3. 8. 21.	Muller Jean-Pierre.	Receveur des Contributions	Luxembourg.
77	id.	Leyder Nicolas	Aubergiste.	Rumelange.
78	id.	Bodson Léon.	Chef de gare.	Luxembourg.
79	id.	Hennico Henri.	Trafficant de bétail.	Uchlange.
80	4. 8. 21.	Kieffer Nicolas.	Cultivateur.	Hollenfels.
81	id.	de Colnet d'Huart, Franç.	Maréchal de la Cour.	Luxembourg.
82	id.	Clausse Gustave.	Inspecteur commercial.	id.
83	id.	Lorang Eugène.	Employé.	Bettange.
84	id.	Jungers Nicolas.	Meunier.	Schiffange.
85	id.	Reichling Alexandre	Cultivateur.	Hassel.
86	id.	Pœckes Jean.	Chef-minour.	Lamadelaine.
87	5. 8. 21.	Stolper Jean-Pierre.	Avocat-avoué.	Luxembourg.
88	id.	Schmitt Jean.	Propriétaire.	Luxembourg.

89	5. 8. 21.	Klein Jean, dit Albert.	Cultivateur.	Heisdorf.
90	id.	Husting Jean.	Rosiériste.	Steinsel.
91	id.	Klein Jean-Pierre	Cultivateur.	Heisdorf.
92	id.	Göhler Pierre.	id.	id.
93	id.	Keller Jules.	Ouvrier-mineur.	Kayl.
94	id.	Thill Jean-Pierre.	id.	id.
95	6. 8. 21.	Lutz Hubert.	Industriel.	Reisdorf.
96	id.	Diederich Mathias.	Propriétaire.	Bergem.
97	id.	Diederich Alphonse.	Ingénieur.	Rodange.
98	id.	Mölling Aloyse.	Comptable.	Luxembourg.
99	id.	Vandeyk Joseph.	Propriétaire.	Esch-s.-Alzette.
100	id.	Funcck Auguste.	Comptable.	Cap.
101	id.	Kohner J.-P.	Négociant.	Dudelange.
102	id.	Gatzinger Jean.	Entrepreneur.	id.
103	id.	Altmayer Adolphe.	Commis. d. surv. à la Caisse d'ép.	Luxembourg.
104	8. 8. 21.	Hohengarten Joseph.	Secrétaire des douanes.	Grevenmacher.
105	id.	Föhr Adolphe.	Commerçant.	id.
106	id.	Weiwers Jean.	Ingénieur.	Uccle (Bruxelles).
107	id.	Weiwers Guill.	Professeur.	Luxembourg.
108	id.	Weiwers Fritz.	Chef d'atelier.	Bonnevoie.
109	id.	Schiltz Jean-Pierre.	Entrepreneur.	Hollerich.
110	id.	Feltgen Ernest.	Médecin.	Luxembourg.
111	id.	Feltgen Charles.	Étudiant.	id.
112	id.	Ferrant Edouard.	Juge au Tribunal.	id.
113	id.	Clasen Bernard.	Avocat-avoué.	id.
114	id.	Kohn Émile.	Industriel.	Dickirch.
115	id.	Nosen Valentin.	Cafetier.	Dickirch.
116	id.	Mos J.-B.	Rentier.	Luxembourg.
117	id.	Klees Alphonse.	Négociant.	Luxembourg.
118	id.	Ketten Mathias.	id.	id.
119	id.	Marx Émile.	Hôtelier.	id.
120	id.	Wilmes Félix.	Commerçant.	id.
121	id.	Friedrich J.-P.	Dentiste.	id.
122	id.	Thomas Ad.	Cultivateur.	Budersberg.
123	id.	Brasseur Hubert.	Négociant.	Anvers.
124	id.	Schröder Eugène.	Cultivateur.	Pissange.
125	id.	Huberty Alphonse.	Négociant.	Saeul.
126	id.	Conter Émile.	Distillateur.	Saeul.
127	id.	Wirtz Pierre.	Agronome.	Lellig.
128	id.	Demuth Nicolas.	Cultivateur.	Kalkesbach.
129	id.	Huberty François.	Inspecteur des eaux et forêts.	Grevenmacher.
130	id.	Als Nicolas.	Greffier.	Remich.
131	id.	Godert Jean-Pierre.	Cafetier.	Ettelbruck.
132	id.	Schmit Nicolas.	Propriétaire.	id.
133	id.	Jacoby Victor.	Technicien.	id.
134	id.	Klein Edmond.	Propriétaire.	Emerange.
135	id.	Müller Mathias.	Meunier.	Manternach.

136	8. 8. 21.	Koch Eugène.	Directeur des caves St. Martin.	Remich.
137	id.	Dupont Jean-Michel.	Cultivateur.	Kobenbour.
138	id.	Kayser François.	Cafetier.	Lamadelaide.
139	id.	Sinner Michel.	Marchand de grains.	Larochette.
140	id.	Sinner Jean-Pierre.	Rentier.	id.
141	id.	Beaucolin Jacques.	Imprimeur.	Luxembourg.
142	id.	Biver Nicolas.	Propriétaire.	Esch-s.-Alz.
143	id.	Wagner Auguste.	id.	id.
144	id.	Moris Léon.	Directeur d'assurances.	Luxembourg.
145	id.	Pierrard J.-P.	Négociant.	Esch-s.-Alz.
146	id.	Nilles Antoine.	Négociant.	Esch-s.-Alz.
147	id.	Bour Joseph.	Cultivateur.	Bettborn.
148	id.	Ries Henri.	Conducteur des travaux publics.	Dickirch.
149	id.	Mathey Edouard.	Représentant de commerce.	Ingeldorf.
150	id.	Dieudonné François.	Cultivateur.	Hostert (Folschette).
151	id.	Pletschette Antoine.	Cultivateur.	id.
152	id.	Piear Mathias.	Hôtelier.	Vianden.
153	id.	Schnack Pierre.	Juge de paix.	Dickirch.
154	id.	Pauly Alexis.	Notaire.	Wiltz.
155	id.	Wenkin Emile.	Cultivateur.	Bustendorf.
156	id.	Reuter Jean-Pierre.	id.	Winseler.
157	id.	Gilson François.	Entrepreneur.	Mertzig.
158	id.	Weis Emile.	Cultivateur.	Platen.
159	id.	Wanderscheid Ernest.	Propriétaire.	Ettelbruck.
160	id.	Gloden Jean-Pierre.	id.	id.
161	id.	Zens Jacques.	id.	id.
162	id.	André Jean.	id.	id.
163	id.	Toussaint Alexis.	Commerçant.	id.
164	id.	Winandy Nicolas.	Cultivateur.	Tarchamps.
165	id.	Delperdange Joseph.	id.	Harlange.
166	id.	Quinet Pierre.	id.	id.
167	id.	Toussaint Edouard.	Propriétaire.	Schieren.
168	id.	Conter Hippolythe.	Peintre-décorateur.	Ettelbruck.
169	id.	Steichen Nicolas.	Propriétaire.	Warken.
170	id.	Sinner Pierre.	Tanneur.	Ueldange.
171	id.	Hemmer Henri.	Cultivateur.	Holtz.
172	id.	Koenno Auguste.	Cultivateur.	Harlange.
173	id.	Wathgen Jean.	Entrepreneur.	id.
174	id.	Hentgen Nicolas.	Professeur.	Ettelbruck.
175	id.	Thois François.	Propriétaire.	Tandel.
176	id.	Lepage Paul.	Maçon.	Grevenknapp.
177	id.	Stomp Michel.	Plafonneur.	Brouch.
178	id.	Schetgen Pierre.	Cultivateur.	Strassen.
179	id.	Kolber Nicolas.	id.	id.
180	id.	Bertrang Michel.	Employé du chemin de fer.	Munsbach.
181	id.	Kneip-Lafontaine Jean.	Cultivateur.	Dorscheid.
182	id.	Kirsch Michel.	id.	id.

183	8. 8. 21.	Nanquette Eglise.	Secrétaire communal.	Perlé.
184	id.	Guedert Dominique.	Propriétaire.	Lannen.
185	id.	Wolter Nicolas.	Négociant.	Esch-s.-Sûre.
186	id.	Pemmers Pierre.	Avocat.	Diekirch.
187	id.	Hein Auguste.	id.	id.
188	id.	Friedrich Nicolas.	Chef-mineur.	Dudelange.
189	id.	Fandel Adam.	Surveillant.	id.
190	id.	Petit Nicolas.	Architecte.	Luxembourg.
191	id.	Pirsch Léon.	Employé.	Esch-s.-Alz.
192	id.	Trierweiler Nicolas.	Cultivateur.	Hostert.
193	id.	Grethen Ferdinand.	id.	Reckange-s.-M.
194	id.	Gérard Eugène.	Propriétaire.	Mondercange.
195	id.	Kapp Théodore.	Professeur.	Esch-s.-Alz.
196	id.	Krombach Charles.	Vétérinaire.	Dudelange.
197	id.	Kergen Dominique.	Directeur de banque.	Hollerich.
198	id.	Gross Jean-Pierre.	Cultivateur.	Hoscheidterhof.
199	id.	Deltgen Henri.	Sellier.	Heiderscheid.
200	id.	Wilwertz Nicolas.	Cultivateur.	Oberwampach.
201	id.	Wenkin Jean.	id.	Merkholtz.
202	id.	Kremer Jean.	id.	Mertzig.
203	id.	Sinner Jacques Vict.	Propriétaire.	Longsdorf.
204	id.	Sinner Louis.	Cultivateur.	id.
205	id.	Sinner Léopold.	Propriétaire.	Longsdorf.
206	id.	Wilwertz J.-P.	Cultivateur.	Oberwampach.
207	id.	Demuth Jean-Nic.	Industriel.	Esch-s.-Sûre.
208	id.	Foidt Guillaume.	Maréchal-ferrant.	id.
209	id.	Hottua Léopold.	Cultivateur.	Grosbous.
210	id.	André Pierre.	id.	Lannen.
211	9. 8. 21.	Gudenkauf Nicolas.	Cordonnier.	Rumelange.
212	id.	Faber François.	Imprimeur.	Mersch.
213	id.	Schwachtgen Pierre.	Caissier.	Mersch.
214	id.	Nilles Jean-Pierre.	Cafetier.	id. gare.
215	id.	Becker Dominique.	id.	Petange.
216	id.	Barthelemy J.-P.	Rentier.	Mersch.
217	id.	Schoren Joseph.	Receveur de l'enregistrement.	Mersch.
218	id.	Bertrang Hubert.	Inspecteur des Eaux et Forêts.	id.
219	id.	Thobes Jean-Pierre.	Ingénieur.	Esch-s.-Alz.
220	id.	Hoffmann Louis.	Entrepreneur.	Luxembourg.
221	id.	Clemang Albert.	Ingénieur.	id.
222	id.	Moss Jean.	Cafetier.	Differdange.
223	id.	Bisenius Jean.	Garde particulier.	Mersch.
224	id.	Hilbert Nicolas.	id.	Wickelscheid (Fischbach).
225	id.	Wolff Nicolas.	id.	Meysembourg.
226	id.	Leibfried Charles.	Avocat.	Luxembourg.
227	10. 8. 21.	Derneden Alphonse.	Négociant.	Bigonville.
228	id.	Majerus Jean-Nic.	Cultivateur.	Moeher.
229	id.	Weydert Michel.	Instituteur.	id.

1902

230	10. 8. 21.	Schaaek J.-P.	Charron.	Wutrange.
231	id.	Robert Jos.	Cultivateur.	id.
232	id.	Baesch Jean-Nic.	Employé au chemin de fer.	Basbellain.
233	id.	Esch Jean.	Rentier.	Ettellaek.
234	id.	Mégaek Louis.	Avocat.	Diekirch.
235	id.	Mégaek Paul.	Avocat.	Diekirch.
236	id.	Faber Nicolas.	Cultivateur.	Winseler.
237	id.	Gales Théoph.	id.	Fischbeiterhof.
238	id.	Wampach Michel.	id.	Niederfeulen.
239	id.	Wampach Emile.	id.	id.
240	id.	Knepper Servais.	id.	Mastroff.
241	id.	Brebsom J.-P.	id.	id.
242	id.	Thilgen Jacques.	id.	Landscheid.
243	id.	Weydert Nicolas.	Instituteur.	Baschleiden.
244	id.	Rasquin Pierre.	id.	Gawdorf.
245	id.	Thilges Michel.	Charpentier.	Esch-s.-Sûre.
246	id.	Fend Félix.	Cafetier.	Cap.
247	id.	Fend Robert.	Représentant de commerce.	Luxembourg.
248	id.	Schaaek Léon.	Commissaire de district.	id.
249	id.	Metz Max.	Avocat-avoué.	id.
250	id.	Metz Robert.	Docteur en droit.	id.
251	id.	Tonnar Michel.	Rosifriste.	Heisdorf.
252	id.	Schmitz Emile.	Cultivateur.	Diekirch.
253	id.	Wolff Jean.	Meunier.	Consdorf.
254	id.	Rausch Gustave.	Cultivateur.	id.
255	id.	Angelsberg Auguste.	Rentier.	Echternach.
256	id.	Prim Jean.	Cultivateur.	Hersberg (Bech).
257	id.	Mischel Nicolas.	id.	Consdorf.
258	id.	Letellier Auguste.	Propriétaire.	Osterholz (Consdorf).
259	id.	Wilgé Jean.	Boucher.	Canach.
260	id.	Weber Nicolas.	Cafetier.	id.
261	id.	Mischel Mathias.	Hôtelier.	Beaufort.
262	id.	Kail Michel.	Cultivateur.	Canach.
263	id.	Reichling Joseph.	id.	Hassel.
264	id.	Raus Jean.	id.	Aspelt.
265	id.	Welbes Paul.	Directeur de banque.	Luxembourg.
266	id.	Welbes Jean.	Agronome.	Hackenhol.
267	id.	Metzler Léon.	Directeur.	Luxembourg.
268	id.	Metzler Gustave.	Ingénieur.	Differdange.
269	id.	Origer Joseph.	Rentier.	Esch-s.-Alz.
270	id.	Knepper Joseph.	Contrôleur des contributions.	Luxembourg.
271	id.	Berens Jean, dit Henri.	Négociant.	Rumelange.
272	id.	Graas Ferdinand.	Commis.	Peppange.
273	id.	Wivenis Nicolas.	Aubergiste.	Bettembourg.
274	id.	Wolff Ed.	Cons. hon. à la Cour sup.	Luxembourg.
275	id.	Faber Constant.	Garde particulier.	Heffingen.
276	11. 8. 21.	Jacques Théophile.	Juge.	Luxembourg.

277	11. 8. 21.	Schlessner Émile.	Avocat.	Luxembourg.
278	id.	Glaesener Math.	Procureur gén. d'État.	id.
279	id.	Theisen J.-Nic.	Cultivateur.	Kapweiler.
280	id.	Mergen Isidore.	id.	Gosseldange.
281	id.	Kettenmeyer J.-B.	Propriétaire.	Lintgen.
282	id.	Kaffmann Jean.	Maître-couvreur.	Bettembourg.
283	id.	Peffer Joseph.	Technicien.	Esch-s.-Alz.
284	id.	Urbes Pierre.	Cafetier.	Mersch-gare.
285	id.	Petry Nicolas.	Cultivateur.	Gosseldange.
286	id.	Muller Pierre.	Cafetier.	Lintgen.
287	id.	Muller Nicolas.	id.	id.
288	id.	Schockert Nicolas.	Boucher.	Esch-s.-Alz.
289	id.	Caffaro Antoine.	Entrepreneur.	id.
290	id.	Krecké Georges-J.	Plafonneur.	Pétange.
291	id.	Krantz Nicolas.	Ingénieur.	Luxembourg-gare.
292	id.	Belot Alfred.	Négociant.	Luxembourg.
293	id.	Muller Nicolas.	Propriétaire.	Esch-s.-Alz.
294	id.	Dr Metzler Pierre.	Médecin.	id.
295	id.	Schmit Jean-Pierre.	Cafetier.	Hollerich.
296	id.	Schmit Nic.	Cultivateur.	Roeser.
297	id.	Ensch Albert.	id.	Pissange.
298	id.	Kayser Alphonse.	Employé au chemin de fer.	Winseler.
299	id.	Schmit André.	Propriétaire.	Giesdorf.
300	id.	Rausch Joseph.	id.	Mertzig.
301	id.	Collette Jules.	Négociant.	Cologne. *
302	id.	Thill Nic.	Cultivateur.	Weiler (Putsch).
303	id.	Ulveling Auguste.	Propriétaire.	Troisvierges.
304	id.	Weber Pierre.	Cultivateur.	Winseler.
305	id.	Hemmer J.-P.	id.	Boulaide.
306	id.	Cornely Camille.	id.	Heine-scheid.
307	id.	Pesché François.	id.	Perlé.
308	id.	Gengler Henri.	id.	Reichlange.
309	id.	Majery Émile.	id.	Schandel.
310	id.	Philippe Nicolas.	id.	Pratz.
311	id.	Gerson Nicolas.	Ouvrier.	Schandel.
312	id.	Schaul Géo.oir.	Cultivateur.	Nothum.
313	id.	Turmes Jean.	id.	Weiler (Putsch).
314	id.	Jacoby Jacques.	id.	Walhausen.
315	id.	Henricy Jean.	id.	Nothum.
316	id.	Schröder Fecl.	id.	Berlé.
317	id.	Oestges Mathias.	Industriel.	Diekirch.
318	id.	Schröder Jean.	Négociant.	Troisvierges.
319	id.	Eischen Félix.	Cultivateur.	Schandel.
320	id.	Rommes J.-P.	id.	Derenbach.
321	id.	Deffrère Alfred.	Hôtelier.	Bettendorf.
322	id.	Reitz Pierre.	Charron.	Nothum.
323	id.	Salentiny André.	Notaire.	Luxembourg.

324	11. 8. 21.	Steffes Alphonse.	Conducteur agricole.	Luxembourg.
325	id.	Brosius Jean-Pierre.	Agronome.	Lellig.
326	id.	Nicolay Victor.	Commis.	Hagelsdorf.
327	id.	Feller Pierre.	Ouvrier mineur.	Tetange.
328	id.	Schiltz Joseph.	Receveur communal.	Rumelange.
329	id.	Decker Aloyse.	Médecin-dentiste.	Luxembourg.
330	id.	Hirsch Michel.	Agent d'affaires.	id.
331	id.	Biwer Jacques.	Entrepreneur.	Merl.
332	id.	Molitor Emile.	Inspecteur de Penregistrement.	Luxembourg.
333	id.	Speicher Mathias.	Garde particulier.	Muhlenbach.
334	id.	Maillet Eugène.	Négociant.	Esch.-Alz.
335	id.	Donkel Henri.	Avocat.	Luxembourg.
336	id.	Parries Jean.	Cafetier.	id.
337	12. 8. 21.	Campill Hubert.	Avocat-avoué.	id.
338	id.	Baldauff François.	Rentier.	id.
339	id.	Baldauff Joseph.	Ingénieur.	id.
340	id.	Kirsch J.-P.	Cons. à la Cour sup. de justice.	id.
341	id.	Morbé Jean.	Cafetier.	Rumelange.
342	id.	Schmit Joseph.	Fondé de pouvoir.	Niedercorn.
343	id.	Lahure Edouard.	Boucher.	Niedercorn.
344	id.	Schneider Pierre.	Entrepreneur.	Obercorn.
345	id.	Kieffer Auguste.	Employé d'usine.	Differdange.
346	id.	Alberty Léon.	Couturier.	id.
347	id.	Weynandt Pierre.	Installateur.	id.
348	id.	Think Antoine.	Camionneur.	id.
349	id.	Think Jean.	Entrepreneur.	id.
350	id.	Lamesch J.-P.	Chef de bureau.	id.
351	id.	Lucius J.-P.	Ingénieur.	Luxembourg.
352	id.	Kirsch Eugène.	Cultivateur.	Ehlange.
353	id.	Noel Nicolas.	Peintre.	Differdange.
354	id.	Nickel Gustave.	Directeur d'usine.	Obercorn.
355	id.	Lahure Victor.	Cafetier.	Niedercorn.
356	id.	Thiry Jean.	Quincailler.	id.
357	id.	Kremer J.-P.	Cultivateur.	Hamm.
358	id.	Brasseur Gustave.	Directeur des mines.	Differdange.
359	id.	Rodeghiero J.-P.	Ingénieur.	id.
360	id.	Wirtz Michel.	Cultivateur.	Walsdorf.
361	id.	Reding Félix.	Industriel.	Diekirch.
362	id.	Leyder Bernard.	Propriétaire.	Gochelsmühle.
363	id.	Nosbusch Pierre.	Cafetier.	Stolzembourg.
364	id.	Miller Michel.	Cultivateur.	Putscheid.
365	id.	Reis Jean.	Cafetier.	Weller.
366	id.	Molitor Michel.	Instituteur.	Munshausen.
367	id.	Nosbusch J.-P.	Cultivateur.	Putscheid.
368	id.	Derneden Camille.	id.	Arndorf.
369	id.	Faber Max.	Propriétaire.	Niederwiltz.
370	id.	Lambert Jos.	Industriel.	Wiltz.

371	12. 8. 21.	Lambert Tony.	Industriel.	Wiltz.
372	id.	Lambert Charles.	Étudiant.	id.
373	id.	Lambert Georges.	Industriel.	id.
374	id.	Dr Gausch Jean.	Médecin.	Rodange.
375	id.	Diederich Jules.	Vétérinaire de l'État.	Luxembourg.
376	id.	Fischer Joseph.	Directeur-gérant.	Rodange.
377	id.	de Spirlet Julien.	Directeur.	Longwy-Bas.
378	id.	Lambert François.	Industriel.	Niederwiltz.
379	id.	Richard Auguste.	Confiseur.	Dickirch.
380	id.	Simon Paul.	Propriétaire.	Wiltz.
381	id.	Simon Théodore.	Étudiant.	id.
382	id.	Glott Michel.	Mécanicien.	Weidingen.
383	id.	Heinen Adam.	Cultivateur.	Neidhausen.
384	id.	Feiereisen Jean.	Industriel.	Useldange.
385	id.	Anzin Georges.	Menuisier.	Useldange.
386	id.	Hendel Pierre.	Cultivateur.	Dellen.
387	id.	Pletschette Bern.	id.	Brattert.
388	id.	Wilmes Aloyse.	Négociant.	Clervaux.
389	id.	Reiners Michel.	Cultivateur.	Lultzhausen.
390	id.	Atten Nicolas.	Négociant.	Hosingen.
391	id.	Kies Hubert.	Cultivateur.	Weiler.
392	id.	Hoffmann Pierre.	id.	Dellen.
393	id.	Tihesar J.-P.	Rentier.	Ingeldorf.
394	id.	Polfer Jean.	Liquoriste.	Ettelbruck.
395	id.	Dondelinger J.-P.	Cultivateur.	Saoul.
396	id.	Heirens Émile.	Propriétaire.	Weiler.
397	id.	Wagner Jean.	Cultivateur.	id.
398	id.	Boyer Jean.	id.	id.
399	id.	Kirtz Gustave.	Chef de ligne.	Troisvierges.
400	id.	Schockmel Joseph.	Forgeron.	Baschleiden.
401	id.	Gillen Mich.-Théod.	Propriétaire.	Reir lorf.
402	id.	Klein Aloyse.	Cafetier.	Colpach-Haut.
403	id.	Klein Arthur.	Cultivateur.	id.
404	id.	Wiltgen Constant.	Marchal-ferrant.	Doncols.
405	id.	Weinandy Joseph.	Cultivateur.	id.
406	id.	Pelten Jean.	id.	Weicherdange.
407	id.	Thelen-Weiler Nic.	id.	Merscheid (Vianden).
408	id.	Arens Alphonse.	Hôtelier.	Redange.
409	id.	Arens Jean.	Étudiant.	id.
410	id.	Frisch Nic.	Boucher.	Useldange.
411	id.	Achen Bern.	Douanier.	Perlé.
412	id.	Schleich Émile.	Cultivateur.	Oberfeulen.
413	id.	Stranen Michel.	Menuisier.	Troisvierges.
414	id.	Zenners Etienne.	Propriétaire.	Weiler.
415	id.	Schammel Théodore.	Cultivateur.	Ingeldorf.
416	id.	Thielen Mathias.	id.	Ronnenbusch.
417	id.	Hamélinus Ernest.	Conseiller d'État.	Luxembourg.

418	12. 8. 21.	Hamélius Jules.	Notaire.	Luxembourg.
419	id.	Collart Robert.	Propriétaire.	Dommeldange.
420	id.	Kolbach Joseph.	Garde particulier.	id.
421	id.	Brisbois J.-B.	Cafetier.	Tuntange.
422	id.	Schutz Joseph.	Instituteur.	id.
423	id.	Mollard Serge.	Attaché à la Lég. de France.	Luxembourg.
424	id.	Jungers Mathias.	Propriétaire.	Moschhof.
425	id.	Jungers J.-P.	Cultivateur.	id.
426	id.	Jungers Nic.	Propriétaire.	Stegen.
427	id.	Faber Félix.	Agent d'affaires.	Esch s. Alb.
428	id.	Richard Henri.	Confiseur.	id.
429	id.	Schaeck Victor.	Rentier.	id.
430	id.	Risch Théodore.	Avocat-avoué.	Luxembourg.
431	id.	Muttergé Pierre.	Ingénieur.	Hollerich.
432	id.	Prommenschenkel Adolphe.	Sous-chef de bureau.	id.
433	id.	Reuter Edm.	Cultivateur.	Contern.
434	id.	Jung Joseph.	id.	id.
435	id.	Ketter Edouard.	id.	Schwebach.
436	id.	Lückels Henri-Jos.	Agronome.	Braunfort.
437	id.	Neuens Joseph.	Cultivateur.	Belenhof.
438	13. 8. 21.	Giesch Pierre.	Rentier.	Steinfort.
439	id.	Hommel François.	Cultivateur.	Meispelt.
440	id.	Bernhard Albert.	Négociant.	Obercorn.
441	id.	Bernhard Philippe.	Propriétaire.	id.
442	id.	Pesché J.-P.	Cafetier.	id.
443	id.	Logelin Josy.	Entrepreneur.	Differdange.
444	id.	Welter Nicolas.	Cantiniér.	id.
445	id.	Keyl Nicolas.	Cultivateur.	Frisange.
446	id.	Rodeghiero Emile.	Propriétaire.	Differdange.
447	id.	van de Poll Max.	id.	Schneifels.
448	id.	Monen Alphonse.	Meunier.	Eisingen.
449	id.	Monen Joseph.	id.	id.
450	id.	Nehs Jean.	Menuisier.	Dudelange.
451	id.	Seil Nicolas.	Cultivateur.	Rollingen.
452	id.	Buchler J.-P.	Propriétaire.	Berschbach.
453	id.	Schmit Albert.	Hôtelier.	Hagen.
454	id.	Hilger Michel.	Cultivateur.	Hollerich.
455	id.	Weis Nic.	Entrepreneur.	Obercorn.
456	id.	Conter Robert.	Cafetier.	id.
457	id.	Schroeder J.-P.	Propriétaire.	id.
458	id.	Bertemes Pierre.	Entrepreneur.	id.
459	id.	Thiry Achille.	Négociant.	Differdange.
460	id.	Peiffer J.-Nic.	Cafetier.	Obercorn.
461	id.	Raze Emile.	Ingénieur.	Rumelange.
462	id.	Nau Léon.	Industriel.	id.
463	id.	Raze Paul.	id.	id.
464	id.	Auburtin Jules.	Directeur.	id.

465	13. 8. 21.	Boden Joseph.	Cultivateur.	Saenl.
466	id.	Risch James.	Avocat.	Luxembourg.
467	id.	Kuborn Louis.	Insp. en chef d. douanes en retr.	id.
468	id.	Kuborn Max.	Industriel.	id.
469	id.	de la Fontaine Anatole.	Rentier.	Bruxelles.
470	id.	Dutreux Auguste.	Ingénieur.	Luxembourg.
471	id.	Mines Camille.	id.	Rodange.
472	id.	Greten Auguste-Clement.	Directeur d'assurances.	Luxembourg.
473	id.	Kohner Pierre.	Propriétaire.	Cents.
474	id.	Heirens Nicolas.	Professeur.	Esch-s.-Alz.
475	id.	Stoffel Charles.	Cultivateur.	Bissen.
476	16. 8. 21.	Reitz Victor	Cultivateur.	Lieler.
477	id.	Faber Jean.	id.	id.
478	id.	Peters Joseph.	id.	id.
479	id.	Eicher Bernard.	id.	id.
480	id.	Reiffers Joseph.	id.	id.
481	id.	Schleich J.-B.	id.	id.
482	id.	Schraeder J.-B.	id.	id.
483	id.	Schmitz J.-B.	id.	id.
484	id.	Werner Jacques.	id.	id.
485	id.	Rischette François.	Négociant.	Junglinster.
486	id.	Schneider Mathias.	Rentier.	Grevenmacher.
487	id.	Diederich Joseph.	Propriétaire.	Welfrange.
488	id.	Oesch André.	Cultivateur.	Rosswinkel.
489	id.	Neises Henri.	id.	Herborn.
490	id.	Klinker Pierre.	id.	Waldbredimus.
491	id.	Stumper Corneille.	id.	Weiler-la-Tour.
492	id.	Hansen Nicolas.	id.	Beidweiler.
493	id.	Berk Pierre.	id.	Scheuerhof.
494	id.	Rischette J.-B.	id.	Junglinster.
495	id.	Piéton Henri-Victor.	Rentier.	Mondorf-les-Bains.
496	id.	Bertrang Math.	Négociant.	Junglinster.
497	id.	Steg Pierre.	Cultivateur.	Dalheim.
498	id.	Adam Nic.	Vigneron.	Wormeldange.
499	id.	Kummer Jean.	Cafetier.	Scheuerberg.
500	id.	Müller Mathias.	Rentier.	Hohscheid.
501	id.	Hild Math.	Cultivateur.	Beyerholz.
502	id.	Fisch J.-B.	id.	Ersange.
503	id.	Wiltzius Victor.	id.	Elvange.
504	id.	Betzen Jean.	id.	Rodenbourg.
505	id.	Leick J.-P.	id.	Ersange.
506	id.	Petry Nicolas.	id.	Mertert.
507	id.	Obertin Pierre.	Cafetier.	Remich.
508	id.	Neises Jean-Joseph.	Cultivateur.	Munschecker.
509	id.	Ehlinger Mathias.	Propriétaire.	Rœdt.
510	id.	Scheffen Thomas.	Négociant.	Biwer.
511	id.	Trausch Nicolas.	Industriel.	Grevenmacher.

512	16. 8. 21.	Schröder Mathias.	Cultivateur.	Osweller.
513	id.	Weis Pierre.	id.	Herborn.
514	id.	Schertz Jacques.	id. *	Hungershof.
515	id.	Lehnertz Nicolas.	id.	Marscherwald.
516	id.	Schuler Jean.	Cafetier.	Beaufort.
517	id.	Koppes Alphonse.	Cultivateur.	Ellange.
518	id.	Schumacher Jean.	id.	Manternach.
519	id.	Lahr-Drees Nic.	Vigneron.	Remerschen.
520	id.	Wiltzius Nicolas.	id.	id.
521	id.	Putz Victor.	Propriétaire.	Gudbrange.
522	id.	Ley Mathias.	Négociant.	Grevenmacher.
523	id.	Bestgen Gustave.	Cultivateur.	Altlinster.
524	id.	Becker J.-B.	Économe.	Mondorf-les-Bains.
525	id.	Berchem Jules.	Entrepreneur.	id.
526	id.	Weis-Franck Nic.	Cultivateur.	Manternach.
527	id.	Schmit Jean.	Ingénieur.	Roodt-s.-Syr.
528	id.	Dupont Phil.	Notaire.	Grevenmacher.
529	id.	Schanen Ferd.	Receveur des contributions.	Remich.
530	id.	Wiltzius Jean.	Négociant.	Remerschen.
531	id.	Pier François.	Cultivateur.	Imbringen.
532	id.	Beissel Pierre.	Propriétaire.	Wellfrange.
533	id.	Mangen J.-P.	Domestique.	Elvange.
534	id.	Funck Nicolas.	Vigneron.	Niederbousen.
535	id.	Reisdorf Valentin.	Cultivateur.	Schleierhof.
536	id.	Wiltgen J.-P.	Pharmacien.	Echternach.
537	id.	Dr. Graf Ern.	Médecin.	id.
538	id.	Feyden Edouard.	Avocat-avoué.	Luxembourg.
539	id.	Namur Antoine.	Secrétaire communal.	Pratz.
540	id.	Wagner Michel.	Chef d'exploitation.	Pétange.
541	id.	Indorff Gustave.	Directeur de mines.	id.
542	id.	Muller Aloyse.	Cafetier.	Luxembourg.
543	id.	Demuth Jean.	Instituteur.	Vichten.
544	id.	Leonardy Edouard.	Cultivateur.	Tandel.
545	id.	Hoschette Pierre.	id.	Arsdorf.
546	id.	Klein Nicolas.	Propriétaire.	Roodt (Ell).
547	id.	Crochet Phil.	Cultivateur.	Petit-Nobresart.
548	id.	Crochet Norb.	id.	Roodt (Ell).
549	id.	Harnes Phil.	Négociant.	Boulaide.
550	id.	Harnes Albert.	Étudiant.	id.
551	id.	Buchholtz Jean.	Cultivateur.	Vichten.
552	id.	Mersch Born.	id.	Grumelscheid.
553	id.	Elschen Victor.	id.	Colpach-Bas.
554	id.	Majerus J.-P.	id.	Schwiedelbrouch.
555	id.	Holper Michel.	Propriétaire.	Eselhorn.
556	id.	Zangerlé Henri.	Cultivateur.	id.
557	id.	Schaus Jos.	Négociant.	Weiswampach.
558	id.	Mersch Georges.	Cultivateur.	Dorscheid.

559	16. 8. 21.	Muller J.	Cultivateur.	Calmus.
560	id.	Thys Théod.	id.	Boulaide.
561	id.	Peteler Nicolas.	Plafonneur.	Nothum.
562	id.	Kieffer J.-P.	Industriel.	Platon.
563	id.	Theis Michel.	Propriétaire.	Schandel.
564	id.	Loutsch Jean.	Cultivateur.	Buschrodt.
565	id.	Schröder Pierre.	id.	Kalborn.
566	id.	Hoffmann Bern.	id.	id.
567	id.	Toussaint Charles.	Industriel.	Useldange.
568	id.	Kraek Martin.	Cultivateur.	Eschdorf.
569	id.	Origer Guill.	Rentier.	id.
570	id.	Steichen Paul.	Cultivateur.	Burden.
571	id.	Steichen Félix.	Propriétaire.	id.
572	id.	Reiles Emile.	Cultivateur.	Eschdorf.
573	id.	Thoma Jacques.	Négociant.	Niederpallen.
574	id.	Schröder Pierre.	Cultivateur.	Ospern.
575	id.	Nosbuseh Pierre.	id.	Weiler.
576	id.	Scheeck Hubert.	Boucher.	Schwiedelbrouch.
577	id.	Turnes Joseph.	Négociant.	Marnach.
578	id.	Mailliet Martin.	Propriétaire.	Diekirch.
579	id.	Zenners Marc.	Négociant.	Landscheid.
580	id.	Huberty J.-P.	Propriétaire.	Kehmen.
581	id.	Kept Lambert.	Electricien.	Biwisch.
582	id.	Reiser Eugène.	Cultivateur.	Oberfeulen.
583	id.	Birkel Nicolas.	Propriétaire.	Hoscheid.
584	id.	Turbel J.-P.	Secrétaire communal.	id.
585	id.	Berg Ferd.	Cultivateur.	Arsdorf.
586	id.	Thilges Michel.	Rentier.	Erpeldange.
587	id.	Steichen Nic.	Cultivateur.	Scheidel.
588	id.	Malget Ant.	id.	Kehmen.
589	id.	Mayer Pierre.	Négociant.	Luxembourg.
590	id.	Hoos E.	Cultivateur.	Ehlange.
591	id.	Faber Joseph.	Conseiller d'État.	Luxembourg.
592	id.	Nesser Math.	Maréchal-ferrant.	Munsbach.
593	id.	Schmitz Edouard.	Jardinier.	Hollerich.
594	id.	Lies Emile.	Cultivateur.	Lellig.
595	id.	Bertrang Math.	id.	Uebersyren.
596	id.	Dondelinger Eugène.	Négociant.	Kayl.
597	id.	Dondelinger Auguste.	Directeur général.	Longwy.
598	id.	Eiffes François.	Propriétaire.	Dudelange.
599	id.	Klepper François.	Chimiste.	id.
600	id.	Dr Schumacher Aug.	Médecin.	Luxembourg.
601	id.	Dr Richard Cam.	id.	id.
602	id.	Mortens Jean.	Jardinier.	Limpertsberg.
603	id.	Brasseur Martin.	Industriel.	Longwy.
604	id.	Renter Victor.	Cultivateur.	Contern.
605	id.	Mangen Jos.	id.	id.

606	16. 8. 21.	Thommes J.-P.	Cultivateur.	Contern.
607	id.	Kohn Emile.	id.	Weiler-la-Tour.
608	id.	Irrthum Eugène.	Industriel.	Heisdorf.
609	id.	Kintzelé Victor.	Maçon.	Blaschette.
610	id.	Didier Christophe.	Plafonneur.	Bour.
611	id.	Mousel Mathias.	Peintre-décorateur.	Oetrange.
612	id.	Lehnertz Bernard.	Cultivateur.	id.
613	id.	Sosson Joseph.	Ouvrier.	Rumelange.
614	id.	de Blignières Aug.	Rentier.	Steinsel.
615	id.	Reuter Alphonse.	Garde-chasse.	Mullendorf.
616	id.	Reuter Victor.	Propriétaire.	id.
617	id.	Damé Charles.	Rosieriste.	id.
618	id.	Muller Eugène.	Industriel.	Luxembourg.
619	id.	Kohner Pierre.	Ingénieur.	id.
620	id.	Faber René.	id.	Steinfort.
621	id.	Poos Nicolas.	Chef de service.	id.
622	id.	Neiens Edouard.	Employé d'usine.	id.
623	id.	Faber Jules.	Ingénieur.	id.
624	id.	Anen Lucien.	id.	id.
625	id.	Weistroffer Nic.	Cultivateur.	Ruser.
626	id.	Weistroffer Jean.	id.	id.
627	id.	Hellers Jean.	id.	Fennange.
628	id.	Kirpach Jos.	id.	id.
629	id.	Bour Albert.	id.	Bettembourg.
630	id.	Morgen Nicolas.	id.	Goselange.
631	id.	Stoos Dom.	Chef-ouvrier.	Luxembourg.
632	id.	Peiffer Edgard.	Employé.	Esch-s.-Alz.
633	id.	Thiry-Noël Nic.	Propriétaire.	Differdange.
634	id.	Adam J.-P.	Négociant.	Kehlen.
635	id.	Lamesch Emile.	id.	id.
636	id.	Diderich Félix.	Rentier.	Nommern.
637	id.	Kremer Phil.	Propriétaire.	Bissen.
638	id.	Meder Jules.	Conducteur des mines.	Esch-s.-Alz.
639	id.	Kreins Michel.	Professeur.	id.
640	id.	Hoffmann J.-P.	Cultivateur.	Reisten.
641	id.	Gaspar Jos.	Négociant.	Luxembourg.
642	id.	Urbes Auguste.	Régisseur.	Berschbach.
643	id.	Peschon Louis.	Fondé de pouvoir.	Rodange.
644	id.	Mangen Guill.	Cultivateur.	Oberglabach.
645	id.	Nau Jean.	id.	Nommern.
646	id.	Petry Pierre.	Propriétaire.	id.
647	id.	Thys Antoine.	Négociant.	Mersch.
648	id.	Lommel Henri.	Cultivateur.	Schleiderhof.
649	id.	Lefèvre Jules.	Rentier.	Luxembourg.
650	id.	Kiefer Jean.	Cultivateur.	Seylerhof.
651	id.	Strasser Jean.	Rentier.	Aspelt.
652	id.	Hubert Jean.	Propriétaire.	Eichelbour.

653	16. 8. 21	Meyers Eugène.	Propriétaire.	Schrendweiler.
654	id.	Haler Prosper.	Garde particulier.	Kerich.
655	id.	Laux-Steichen Jean.	Cultivateur.	Kayl.
656	id.	Joachim J.-B.	Négociant.	Bergem.
657	id.	Schmitz Pierre.	Cultivateur.	Fingig.
658	id.	König Viet.	Représentant.	Luxembourg.
659	id.	Georges Viet.	Cultivateur.	Hunckerange.
660	id.	André Michel.	Cafetier.	Esch-s.-Alz.
661	id.	Haas Nicolas.	Propriétaire.	Senningen.
662	id.	Jaans Paul.	Cultivateur.	Walferdange.
663	id.	Peiffer Nicolas.	Négociant.	Mersch.
664	id.	Lampach Arthur.	Propriétaire.	Hostert.
665	id.	Schumacher Nicolas.	Notaire.	Bascharage.
666	17. 8. 21.	Reuter Christ.	Cultivateur.	Welscheid.
667	id.	Faber Léon.	Notaire.	Niederfeulen.
668	id.	Frères J.-P.	Douanier en retraite.	Harlange.
669	id.	Majerus Nic.	Peintre-décorateur.	id.
670	id.	Sinner Nicolas.	Cultivateur.	Tandel.
671	id.	Campill Jules.	Avocat-avoué.	Luxembourg.
672	id.	Scherer François.	Ouvrier.	Belvaux.
673	id.	Hofmann Charles.	Boucher.	Rodange.
674	id.	Wirtz Joseph.	Industriel.	Luxembourg.
675	id.	Razen Jules.	Ingénieur.	id.
676	id.	Gunning J.	Dir. de la sect. vinic. luxbgse.	id.
677	id.	Ziegler de Ziegleck Albert.	Receveur princ. des douanes.	Kleinbettingen.
678	id.	Ziegler de Ziegleck Victor.	Révis. princip. des douanes.	id.
679	id.	Weiler Edouard.	Cultivateur.	Landscheid.
680	id.	Wirtz Félix.	id.	Walsdorf.
681	id.	Parisot Jean.	Ouvrier.	Tetange.
682	id.	Laroche Nicolas.	Cultivateur.	id.
683	id.	Engel Albert.	Propriétaire.	Lorentzweiler.
684	id.	Jeitz Guillaume.	Cultivateur.	Clemeney.
685	id.	Uhres Jean.	Cafetier.	Keispelt.
686	id.	Wagner Jean.	Cultivateur.	id.
687	id.	Fisch J.-P.	id.	Calmus.
688	id.	Ries J.-P.	id.	id.
689	id.	Clees J.-P.	id.	Neidhausen.
690	id.	Musquar Jules.	Agronome.	Pontpierre.
691	id.	Tilges Arthur.	id.	Dippach.
692	id.	Muller J.-B.	Receveur communal	id.
693	id.	Diederich J.-P.	Propriétaire.	Hellange.
694	id.	Schmitz Albert.	id.	Dippach.
695	id.	Tesch Georges.	Avocat.	Hesperange.
696	id.	Mme Pescatore Maurice.	id.	Scheidhof.
697	id.	Mlle Pescatore M.-J.	id.	id.
698	id.	Pescatore Maurice.	Propriétaire.	id.
699	id.	Fonck Jacques.	Garde particulier.	id.

700	17. 8. 21.	Anon Jean	Garde particulier.	Scheidhof.
701	id.	Brimmeyr Auguste.	Garde général.	Luxembourg.
702	id.	van Dyck Gustave.	Cultivateur.	Kayl.
703	id.	Pœckes Théodore.	Exploitant de mines.	Rumelange.
704	id.	Pœckes Joseph.	Employé.	id.
705	id.	Reuter Othon.	id.	Mullendorf.
706	id.	Forster Joseph.	Entrepreneur.	Steinsel.
707	id.	Hoffmann Michel.	Négociant.	Rumelange.
708	id.	Schneider J.-Em.	Cultivateur.	Dudelange.
709	id.	Ulveling Georges.	Avocat.	Luxembourg.
710	id.	Buck Walter.	Imprimeur.	id.
711	id.	Dellalibera Jean.	Chef-mineur.	Hautcharage.
712	id.	Renson Emile.	Négociant.	Rumelange.
713	id.	Redlinger J.-P.	Cultivateur.	Klingebachmehrf.
714	id.	Bosseler Auguste.	id.	Reckange-s. M.
715	id.	Gaasch J.-B.	id.	id.
716	id.	Schröder Félix.	id.	Hautcharage.
717	id.	Schröder Emile.	id.	id.
718	id.	Schumann Grégoire.	Assistant au chemin de fer.	Mamer.
719	id.	Stoltz Nicolas.	Employé.	Kayl.
720	id.	Schmit-Mertes Michel.	Peintre.	id.
721	id.	Rosset Jean.	Cultivateur.	Reckange.
722	id.	Koster Jean.	Journalier.	Vichten.
723	id.	Boden Jean-Nic.	Peintre-décorateur.	Saarl.
724	id.	Kohner J.-P.	Médecin-vétérinaire.	Luxembourg.
725	id.	Steichen Michel.	Cultivateur.	Fingig.
726	id.	Klensch Joseph.	id.	Brucherhof.
727	id.	Bleser J.-P.	Négociant.	Hesperange.
728	18. 8. 21.	Probst Pierre.	Assistant au chemin de fer.	Bettembourg.
729	id.	Lacroix Alfred.	Avocat.	Luxembourg.
730	id.	Schommer Jos.	Pharmacien.	id.
731	id.	Dumont Marcel.	Commissaire d. Gouvernement.	id.
732	id.	Leibfried Léon.	Ingénieur.	Schroudwiler.
733	id.	Doncols Pierre.	Cafetier.	Colmar-Berg.
734	id.	Tesch Adolphe.	Industriel.	Hesperange.
735	id.	M ^{me} Tesch.		id.
736	id.	Leyers Michel.	Couvreur.	Steinfort.
737	id.	Weis Eugène.	Ouvrier.	id.
738	id.	Decker Nicolas.	Boucher.	Esch-s.-Alz.
739	id.	Kettenmeyer Nicolas.	Négociant.	Luxembourg.
740	id.	Droghini Pedro.	id.	Differdange.
741	id.	Bruch Joseph.	Chef de bureau.	id.
742	id.	Weiler Joseph.	Employé.	Obercorn.
743	id.	Loring J.-P.	Propriétaire.	Lintgen.
744	id.	Görgen Nicolas.	id.	Senningen.
745	id.	Bertrang Alfred.	Caissier.	Esch-s.-Alz.
746	id.	Bernardy Jean.	Rentier.	Steinfort.